

Des villes à échelle humaine, en Belgique aussi

Antoine De Borman

Directeur du CEPESS.

Jérémie Dagnies

Conseiller au CEPESS et chargé de cours à l'UCL.

■ Ce n'est qu'en plaçant l'habitant au cœur de la réflexion, en prenant en compte la manière dont il se déplace, dont il interagit, dont il consomme, dont il utilise sa ville, qu'on améliorera la qualité de vie de tous.

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".

L'érection de gratte-ciel, d'autoroutes urbaines, de vastes esplanades à long-temps guidé l'action des urbanistes. Trop souvent toutefois, l'attention portée sur les objets architecturaux a primé sur une considération plus essentielle:

que se passe-t-il entre ces objets d'architecture? Comment aménager nos espaces urbains pour qu'ils servent la qualité de vie de leurs habitants et usagers? Pour le dire simplement: pourquoi se sent-on bien ou non dans une ville?

En Europe, trois quarts des habitants résident en milieu urbain. A l'échelle mondiale, cette proportion ne fait que progresser. Aucune solution aux enjeux globaux auxquels nous sommes confrontés (défis climatiques, démographiques, sociaux, culturels...) n'émergera sans tenir compte de la dimension urbaine. Une dynamique positive ne peut toutefois être trouvée pour y répondre que si on s'intéresse à ce qui se passe à l'échelle de chaque être humain, de ses perceptions et de ses interactions.

Les ruptures, physiques et sociales

Nos espaces urbains très minéralisés, en Belgique comme ailleurs, contiennent de nombreuses ruptures (Ndlr: les espaces minéraux sont les rues, places, boulevards, passages couverts). Les ruptures physiques nous viennent rapidement à l'esprit: viaducs, voies d'eau, tunnels, chemins de fer, vastes boulevards, esplanades au bas de tours d'immeubles, zo-

nes industrielles, logements et aménagements hermétiques... Ces ruptures alimentent nos représentations et en créent d'autres: ruptures sociales entre les habitants de différents quartiers ou entre les générations, sentiment d'insécurité généré par ces espaces vides, ruptures avec

Il est temps de prononcer un moratoire sur la création de nouveaux centres commerciaux en dehors des cœurs d'agglomérations.

l'environnement naturel, ruptures entre les différentes fonctions de la ville (le logement, les activités économiques, culturelles, sociales, sportives...).

En recréant du lien là où se sont créées ces ruptures, un autre rapport à la ville se crée. Comme nous l'enseigne l'architecte danois Jan Gehl, favoriser la convivialité d'un espace urbain nécessite de s'intéresser à ce qui se passe à l'échelle d'un usager,

d'un piéton. Tout comme l'intérieur d'une habitation peut favoriser le bien-être de ses occupants, l'aménagement des espaces dans une ville a un impact sur le ressenti de chacun mais aussi sur la capacité à favoriser des relations des habitants entre eux.

Des conséquences très pratiques découlent de ces observations. Ainsi, les hautes tours de logement défavorisent non seulement les relations entre leurs habitants mais également nuisent à l'animation des zones qui les entourent. Celles-ci sont généralement peu valori-

sées, très minérales, sujettes à des vents plus élevés qu'ailleurs. De plus, la déconnexion des habitants de la tour par rapport à leur environnement direct, induit par la hauteur dès que l'on dépasse 5 étages, n'incite pas à investir l'espace public. La multiplication de lotissements dans les périphéries des villes souffre également de maux similaires.

En revanche, la porosité dans la ville, la multiplication d'espaces passants semi-privatisés, l'association d'espaces

plus intimes avec des ouvertures vers l'extérieur agissent dans le sens inverse. Ainsi, une cour d'habitation semi-privative, associant intimité de l'intérieur d'îlot et ouverture sur l'extérieur, peut faire émerger des relations nouvelles. Les jardins devant les habitations favorisent les contacts et interactions. De nouvelles formes de solidarité sont susceptibles de naître de ces échanges. Il n'y a évidemment rien d'automatique dans ces évolutions mais il est par contre certain que les aménagements physiques jouent un rôle important dans le comportement des usagers qui les fréquentent. L'attention portée à ces dimensions évalue d'habitations avec des zones animées et conviviales.

L'appartenance à une rue, un quartier

Si les espaces urbains peuvent être très étendus, les habitants ressentent le besoin d'une appartenance à un quartier, une rue. Il est difficile d'appréhender la réalité d'une ville dans son ensemble. Par contre, la multiplication de "villages urbains" au sein de l'agglomération permet de répondre à ce besoin d'appartenance. Les débats sur les zones 30 ou sur les espaces piétonniers peuvent être analysés à la lumière de cette dimension. Les outils de mobilité ou d'aménagements doivent en effet être davantage utilisés pour favoriser ce sentiment que l'on éprouve à entrer dans un

nouveau "village" situé au cœur de l'espace urbain. Par contre, leur utilisation dans des zones où cela ne se

justifie pas générera une différence d'échelle incohérente et peu fructueuse.

La place des commerces dans les agglomérations est une dimension essentielle de cette qualité de vie. Les commerces sont évidemment un acteur économique important, mais favorisent également l'animation, l'autonomie des habitants et les liens sociaux. Or les commerces et les rues commerçantes souffrent en Wallonie et à Bruxelles. Si de nombreux facteurs peuvent expliquer ces difficultés, la concurrence des grands centres commerciaux situés en dehors des agglomérations joue un rôle majeur. Il paraît aujourd'hui déraisonnable d'encourager encore de nouvelles implantations, qui nuisent non seulement à la qualité de vie des centres urbains mais qui de plus alimentent des comportements de mobilité et d'utilisation des ressources foncières incompatibles avec les enjeux globaux repris ci-dessus. Il est temps de prononcer un moratoire sur la création de nouveaux centres commerciaux en dehors des cœurs d'agglomérations.

On le voit, le concept de ville durable est insuffisant pour prendre en compte l'ensemble d'une dynamique urbaine. Chercher un compromis entre le développement économique, social et environnemental ne prend pas suffisamment en compte un facteur déterminant dans la dynamique qui doit être trouvée: l'être humain, l'habitant, l'usager. Ce n'est qu'en plaçant au cœur de la réflexion, en prenant en compte la manière dont il se déplace, dont il interagit, dont il consomme, dont il utilise sa ville, qu'on parviendra non seulement à améliorer la qualité de vie de tous mais aussi à répondre aux enjeux globaux à l'échelle planétaire.

→ Ces questions seront abordées lors d'un colloque organisé par le CEPESS sur les villes à échelle humaine ce mercredi 22 novembre à Bruxelles. Plus d'info sur www.cepeess.be

